

SG/TS/NS

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un et le vingt-sept mai, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire. Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, Mme BIRKENER, M COMBES, M JOLIS, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, M JULIAN, M LAVAUD, Mme JAFFUS, M LOMBARDI, M ROUGE, Mme COURTOIS, M CAUMEIL, Mme FITO, Mme JULIAN, Mme FERRET, M MAÏQUE, Mme COURRIERE CALMON, Mme DA CONCEICAO, M NOLOT, Mme FABRESSE ROCA, M. DENARD, Mme BAROUSSE.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à Mme Valérie COURTOIS
Mme Camille LOUARN à Mme PAILHIEZ
M Bernard FUMET à M Gérard FORCADA
M Rémi PENAIRE à Mme Sophie COURRIERE CALMON

Nombre de conseillers en exercice : 33

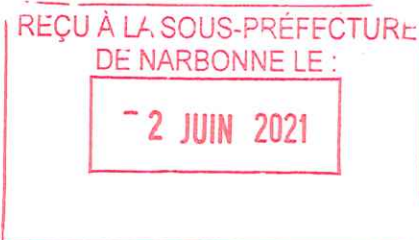
Nombre de présents : 29

Nombre de procurations : 4

Date de la convocation : 21 mai 2021

Date de l'affichage par extrait : 3 juin 2021

Secrétaire de séance : Mme Dominique PAILHIEZ



OBJET :

Conclusion d'un protocole d'accord avec Véolia afin d'organiser la fin de la DSP Eau Potable

La société VÉOLIA exploite actuellement le service public de distribution de l'eau potable sur le territoire de la commune de Lézignan-Corbières, et ce dans le cadre du contrat de délégation de service public des 22 et 29 septembre 1965.

Ce contrat a donné lieu à plusieurs avenants successifs de prolongation : le n°5 en date du 31 mars 1991 prolongeant le contrat pour une durée de 30 ans et le n°10 en date du 18 décembre 2013 confirmant sa durée, en application de la jurisprudence dite « Olivet » telle qu'issue d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 8 avril 2009. Le présent contrat expire donc le 8 août 2021. A compter du 9 août 2021, un nouvel opérateur, identique ou différent de l'actuel, sera retenu pour la gestion de ce service public.

L'objet du présent protocole est d'organiser la fin du contrat de délégation de service public de l'eau potable et de préparer l'éventuel changement de délégataire à l'issue de l'actuelle mise en concurrence, ceci afin d'assurer la continuité du service public et d'organiser les modalités de la fin du présent contrat.

Il convient donc d'approuver le présent protocole dont un exemplaire est joint à la présente délibération.

Vu la décision du Conseil Constitutionnel n° 79-105 DC du 25 juillet 1979 rappelant que le principe d'exigence de continuité du service public implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers et donc la prévention de tous les risques d'interruption ou de dysfonctionnement du service public.

Vu la décision du Conseil d'Etat du 13 juin 1980 « Mme Bonjean » rappelant le même principe,

Vu l'article L. 2224-11-4 CGCT relatif aux dispositions obligatoires en préparation à l'échéance d'un contrat de délégation du service public de l'eau potable.

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,
sur présentation et proposition de son rapporteur, M Pujol,**

1°) Approuve le présent protocole.

2°) **Autorise** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Maire,
Gérard FORCADA

